

**UNE VISION, UN PROJET ET UN PROGRAMME
POUR LA RENNAISSANCE DU BURKINA FASO**



**JEAN-BAPTISTE NATAMA
CANDIDAT A L'ELECTION PRESIDENTIELLE**



VOTEZ

Jean-Baptiste NATAMA

Sommaire

INTRODUCTION	04
I. MA VISION	06
II. MON PROJET DE SOCIETE	06
III- MON PROGRAMME DE GOUVERNEMENT	07
III-1- Au plan social	08
1 - De l'accès à une éducation de qualité.....	08
2 - De l'accès aux soins de santé de qualité.....	10
3 - De l'accès à l'eau potable et à un environnement assaini.....	10
4 - De la réalisation de l'autosuffisance alimentaire.....	10
5 - De l'accès au logement et à l'énergie.....	11
6 - De l'importance de la culture.....	11
7 - De la question des jeunes et de leur emploi.....	11
8 - De la question des femmes et de leur autonomisation.....	12
9 - De la condition des personnes vulnérables.....	13
III-2- Au plan politique	13
1 - Du rôle et de la place de l'Etat.....	13
2 - Du service public général.....	13
3 - Du service public de la justice.....	13
4 - De la défense et de la sécurité.....	14
5 - De la coopération internationale, de l'intégration et de l'Unité Africaine.....	14
III-3- Au plan économique	14
1 - Des pôles de croissance économique.....	14
2 - De l'industrialisation et de l'innovation.....	15
3 - De l'importance du secteur informel.....	15
4 - De la promotion de l'industrie de la culture et du tourisme.....	15
5 - De la mobilisation des ressources financières pour le financement du développement.....	16
6 - De la gestion environnementale et de la question des changements climatiques.....	16
7 - De l'urbanisation, du développement des infrastructures et des transports.....	17
8 - De la question des diasporas burkinabè.....	17

INTRODUCTION

Terre de labeur et de dignité, le Faso de nos ancêtres, est aussi une terre d'avenir qui a toujours su se nourrir de solidarité, de courage, d'abnégation, d'intégrité, de sens de l'honneur et qui l'a démontré récemment encore à la face du monde entier.

Nourri à la sève de ces valeurs et vertus ancestrales, notre peuple, s'est constamment battu pour contenir, vaincre et dompter les adversités qui se sont présentées à lui sur les chemins de sa marche vers des horizons meilleurs, de prospérité et de gloire. La première de ces adversités fut et demeure encore celle d'une nature relativement peu généreuse quand l'aridité des sols le dispute à l'insuffisance des points d'eau très vite asséchés notamment.

A cela s'ajoutent les vicissitudes d'une vie politique nationale qui a été mouvementée, agitée et même tourmentée et que notre peuple, fort de ses valeurs, a toujours su affronter et surmonter pour toujours renouer, la tête haute, avec l'espérance.

La marche historique de notre peuple fut longue et pénible, à travers le temps. Cependant, en dépit de l'âpreté des circonstances qui pouvaient insidieusement pétrifier son cours, notre peuple, courageux, endurant et patient dans sa lutte, a su souvent engranger de mémorables victoires.

Ainsi, dans un élan populaire et solidaire, notre peuple, dans toutes ses composantes, hommes, femmes, jeunes, a toujours su exprimer son rejet des contre-valeurs. Il a réaffirmé solennellement son attachement viscéral aux valeurs intangibles et intemporelles héritées de nos cultures, de notre histoire, valeurs pour la réhabilitation desquelles il s'est mobilisé et engagé de tout temps. Elles sont, sans exhaustivité, dignité, intégrité, justice, vérité, honneur, solidarité, tolérance, humilité.

C'est pourquoi, au nom de ces mêmes valeurs, je m'incline devant la mémoire glorieuse des martyrs des luttes passées, lointaines et récentes de notre peuple.

Aux jeunes et aux femmes qui, de tous temps, se sont vaillamment distingués dans la construction de notre histoire commune passée et récente, je rends un vibrant hommage !

C'est grâce à eux et à elles que nous existons encore en tant que peuple, sachant renaître toujours de ses cendres, marqué par son destin de phoenix qu'il partage avec l'Afrique notre continent.

Aujourd'hui, il s'agit de marquer le retour de notre peuple aux sources de l'espoir ressuscité, de l'espérance ravivée, de la foi recouvrée en l'avenir, un avenir qu'il entend inventer dans un élan collectif vers de nouvelles « utopies » à réaliser.

L'utopie vers laquelle nous marchons, ce sera celle d'une nouvelle renaissance ; une véritable renaissance politique, économique et sociétale ; une renaissance possible, réalisable et à réaliser ensemble. Désormais, il s'agira de restaurer notre âme commune, de tisser à nouveau notre vivre-ensemble abimé, et cela dans le même élan solidaire afin d'opérer le changement véritable que nous voulons conforme à nos aspirations profondes : une refondation de notre société.

Elle n'est pas une chimère. Elle est et s'implantera dans chacun de nos cœurs, dans chacune de nos intelligences, dans chacune de nos pensées, dans chacune de nos actions, dans chacune de nos mains, dans chacun de nos pas. Elle est et sera, en chacun et chacune de nous, individuellement et collectivement, à la fois !

Oui, il s'agit aujourd'hui et désormais, pour notre peuple de rester debout, stoïque et dans l'action car il n'est de nations providentiellement grandes ou fatalement petites ! Il est tout simplement des

nations qui, s'enracinant dans leur culture séculaire, avec foi et courage, ont su et savent s'assumer, affrontant leur destin singulier avec la pleine et entière conscience de leur passé, pour regarder, à partir du présent, fièrement et vaillamment, l'avenir qu'ils interrogent, planifient et affrontent en conquérants victorieux.

Il s'agit de nous réconcilier avec nous-mêmes, avec nos valeurs, notre histoire et notre culture, et sans complexe ni complaisance, de nous accepter nous-mêmes fièrement tels que nous sommes et non pas tels que les autres nous perçoivent pour définir par nous-mêmes notre destinée et notre destination et pour trouver et choisir par nous-mêmes les voies et moyens d'y parvenir.

Oui, il s'agit de redéfinir notre modèle de développement pour lui donner un visage humain et une âme de sorte que nul n'ait le droit d'être heureux tout seul. Car aucun processus ou modèle de développement ne peut être vivant et viable s'il ne prend racine en l'homme et en la société, s'il est désincarné, s'il est une production mécaniquement importée ou plagiée de l'extérieur, s'il ne prend pas sa source dans le substrat culturel qui fonde l'identité nationale.

Il s'agit de rebâtir une vraie patrie d'hommes et de femmes travailleurs, fiers, dignes et intègres, une patrie de moralité, d'humanisme et d'espérance, une communauté de savoir, de savoir-faire et de savoir-être, une patrie résolument tournée vers le progrès et la paix, pleinement ouverte sur l'Afrique et le monde.

Il s'agit de réinvestir tout simplement dans l'humain pour relever les défis d'aujourd'hui et de demain !

Peuple du Faso, fils et filles de la patrie, patriotes, progressistes et panafricanistes de l'intérieur et de l'extérieur c'est, à cette exaltante œuvre de Renaissance nationale, dans la communion des cœurs et la conjugaison des intelligences, que je vous invite, vous appelle et attends votre réponse, votre adhésion, votre engagement !

Mon projet de société tire sa légitimité première des aspirations profondes des Burkinabè à une rupture appelant à une culture politique nouvelle et à un changement véritable, y compris, de mentalité, qui soit porteur d'une refondation. Animée par des patriotes, progressistes et panafricanistes, jeunes, femmes et hommes, sans considération d'appartenance ethnique, religieuse, sociale, mon projet de société se veut l'héritière de toutes les valeurs humanistes qui ont constitué et constituent encore le socle des grandes nations, d'hier comme celles d'aujourd'hui.

Il revendique l'héritage des pères historiques de la Haute-Volta d'hier, du Burkina Faso d'aujourd'hui, de tous les patriotes progressistes, illustres comme anonymes, de tous les panafricanistes d'ici et d'ailleurs.

Il est attaché aux rêves de souveraineté économique et politique nourris par les pères de notre nation et vise à s'incarner en des femmes et hommes engagés pour le service de la nation, de la patrie.

Il fait de l'impératif d'une renaissance nationale et africaine, le sens de sa conception et la finalité de mon avènement et engagement sur la scène politique. Inspirée de nos valeurs, nourrie par celles-ci et porte-flambeau du développement endogène intégral de la population burkinabè, ma vision est porteuse d'un projet sociétal alternatif.

I. MA VISION

Je propose et m'engage à œuvrer à l'avènement d'une Renaissance véritable de notre patrie en réinvestissant dans l'humain pour relever les défis d'aujourd'hui et de demain et restituer à l'histoire notre passé authentique. Il s'agit, à partir de notre histoire et de notre culture, d'œuvrer à une transformation véritable, intégrale et qualitative Burkinabè, induisant celle de la société par la réhabilitation des valeurs humaines, sociales et éthiques et par la redéfinition du modèle et des termes de notre développement, en conformité avec les aspirations et ambitions des Burkinabè dans leur ensemble. De là, se dégage clairement ma vision qui est celle du développement endogène centré sur l'humain.

Progressiste et panafricaniste, je propose et partage la vision d'un Burkina nouveau où l'homme et le peuple sont au cœur de toute action, un pays où des femmes, des hommes, des jeunes, fièrement enracinés dans leur culture séculaire, regardent avec sérénité l'avenir qu'ils interrogent, planifient, affrontent avec courage et dignité; un pays, une société en bonne santé physique et morale; une communauté de savoir, de savoir-faire et de savoir-être qui choisit de vivre en bonne intelligence avec ses voisins; une collectivité productive et solidaire, résolument tournée vers le progrès et la paix, pleinement ouverte sur l'Afrique et le monde.

Car la vie, la survie, la prospérité, la bonne ou mauvaise santé d'une société dépendent de la qualité des hommes et des femmes qui la composent. Avec des hommes et des femmes médiocres, on ne peut avoir et espérer qu'une société et un développement également médiocres. Avec des hommes et des femmes qui ont fait le deuil des valeurs, on ne peut avoir qu'une société sans valeurs, ni repère, une société égarée qui ne sait d'où elle vient ni où elle va.

En revanche, avec des hommes et des femmes de valeurs, on a et on aura nécessairement une société ou une nation unie et solidaire, forte, digne qui saura prendre en main son destin pour créer les conditions de prospérité et d'abondance de sorte à être rayonnante, respectée, épanouie dans le concert des nations.

II. MON PROJET DE SOCIETE

J'entends m'engager avec le peuple Burkinabè dans un nouveau contrat social, afin de réaliser ensemble dans un élan patriotique et citoyen le rêve d'une société où tout citoyen jouit de la liberté et vit dignement. Une société où toute femme est égale à tout homme dans ses droits et devoirs. Une société, où tout enfant trouve les conditions de son éducation scolaire, les conditions de sa protection au plan sanitaire ; où tout jeune rencontre les conditions d'un emploi décent et vit pleinement sa citoyenneté. Une société où tout citoyen participe à la recherche des solutions aux problèmes communs, une société où, pour le principe de la dignité, n'existe aucune discrimination avilissante.

Une société où, tout homme et femme, libre et digne, possède un toit où s'abriter, dispose de sa nourriture quotidienne suffisante, rencontre les conditions de son épanouissement intellectuel et culturel, vit dans la paix, éprouve la nécessité de préserver son intégrité et son altérité à la fois.

III- MON PROGRAMME DE GOUVERNEMENT

Mon programme de gouvernement décline les grandes lignes des choix, des orientations politiques, économiques et sociales à mettre en œuvre, en vue de bâtir une société enracinée dans sa culture où règne la cohésion sociale, la justice et la paix ; une société équitable, solidaire, libre, digne et prospère ; une société d'hommes et de femmes qui recouvrent les dimensions de leur dignité d'antan afin que les générations futures, à défaut de chanter leur fierté d'être Burkinabè, qu'elles n'aient pas honte de l'être.

Il est construit autour de l'impérieuse nécessité d'arpenter le sentier dessiné par ma vision pour trouver des solutions innovantes, face à des défis et enjeux pressants qui caractérisent l'état des lieux et la gouvernance du pays.

Il s'agit, entre autres, globalement :

- de placer le Burkinabè au cœur du développement en le rendant moins vulnérable et plus résilient ;
- de passer d'un Etat néocolonial à un Etat-nation moderne qui intègre ses acquis historiques, culturels et identitaires ;
- d'assurer à notre peuple un accès accru et équitable aux services sociaux de base (éducation, santé, eau potable et assainissement, énergie, logement décent, transport, alimentation) pour améliorer ses conditions d'existence et son bien-être ;
- de montrer une capacité à enjamber des mots d'ordre tels que « la lutte contre la pauvreté » pour aller vers une authentique stratégie de développement humain durable, centrée sur les Burkinabè, qui élargisse ses choix, choix individuels et collectifs ; une stratégie qui crée des opportunités pour toutes et tous sans exclusive et qui permet de lutter contre les inégalités de tous genres. Il faut souligner que ces inégalités témoignent de la fragilité du lien social et de la propension à basculer vers un éclatement de la société désormais incapable de protéger les plus faibles ;
- de saisir à bras le corps la problématique de la place et du rôle de l'État dans l'organisation de la communauté nationale ainsi que celle de l'enracinement d'une gouvernance politique et démocratique viable et légitime qui redistribue équitablement les responsabilités générées collectivement ;
- de créer les conditions d'un mieux d'Etat, d'un Etat intelligent et non d'un moins d'Etat ;
- d'œuvrer à l'émergence d'un secteur privé national qui devra assumer pleinement ses responsabilités économiques, sociales et environnementales. Un secteur privé qui s'inscrit harmonieusement dans la structure économique et sociale de notre pays et qui participe à la création de la richesse nationale à travers la promotion d'un partenariat sain public/privé qui fera de lui le moteur d'une croissance économique forte et soutenue favorisant une redistribution équitable des fruits de la croissance aussi bien du point de vue social que géographique ;
- de promouvoir des politiques susceptibles de faire du secteur informel une véritable pépinière des futures PME/PMI de notre pays ;
- d'impliquer et d'inclure les femmes et les jeunes dans la gestion des ressources sociales et économiques du pays et dans le processus de développement comme partenaires et acteurs ;

- de réaliser le consensus entre les différentes composantes de notre nation, à travers la promotion de partenariats porteurs, pour la construction d'une économie nationale, autosuffisante et prospère, génératrice d'emplois et de croissance économique redistributive;
- de lutter contre la corruption, l'enrichissement illicite, le détournement des deniers publics, la décadence morale et sociale ainsi que les pesanteurs socio-économiques et culturelles qui constituent un véritable frein pour le développement ;
- de venir à bout du problème d'enclavement en valorisant la centralité géographique de notre pays pour saisir les opportunités qu'elle offre ;
- de s'appuyer sur l'intégration régionale qui rend inéluctable l'interdépendance économique pour construire une économie nationale, autosuffisante et prospère ;
- de consolider la paix sociale et la stabilité économique et politique du pays ;
- de mobiliser les Burkinabè de l'étranger pour en faire un levier important de croissance économique inclusive ;
- de gérer les déséquilibres structurels en matière de population ;
- de bâtir une véritable nation dotée d'une intelligence nationale dans tous les secteurs et ayant la capacité de faire face aux menaces sécuritaires tant intérieures que transnationales ;
- d'avoir des forces de défense et de sécurité qui contribuent positivement à la construction nationale en assurant la protection effective du peuple et de ses institutions.

Eu égard à cet état des lieux non exhaustif, je présente cet aperçu de mon programme de gouvernement qui s'articule autour des aspects de gouvernance au plan social, économique et politique.

III-1- Au plan social

Je fais de l'accès équitable et durable aux services sociaux de base pour les populations un axe majeur de ma politique de développement socio-économique. L'accès à l'éducation, à la santé, à l'eau potable et à l'assainissement, à l'**autosuffisance alimentaire**, au logement, à l'énergie, au transport, à l'alimentation ainsi que la prise en charge des personnes vulnérables constituent pour moi une priorité et une urgence pour que le burkinabè soit capable par lui-même d'assurer son bien-être et celui des générations futures. Ceci est une exigence du devoir de solidarité qui doit nous caractériser comme communauté nationale.

1- De l'accès à une éducation de qualité

L'investissement dans le Burkinabè comme agent et finalité du développement consistera à s'attaquer à l'épineuse question de l'éducation par la réorganisation des systèmes d'enseignement, à tous les niveaux, pour en améliorer la qualité, la diversifier pour l'adapter au type de société auquel les Burkinabè aspirent dans leur majorité et la rendre accessible à tous et à toutes sans exception. Le système éducatif qu'il faudra faire émerger devra allier, à la fois, une éducation de masse et de qualité résolument orientée vers les secteurs à fort potentiel de création d'emplois et bien en phase avec la vision économique que nous avons choisie de bâtir pour notre pays.

Ce système éducatif intégrerait de surcroît, au-delà de l'acquisition d'un savoir et d'un savoir-faire, le savoir-être si indispensable à la formation d'hommes et de femmes pleinement aptes à assumer leurs responsabilités individuelles et collectives au bénéfice de la nation. L'on pourra alors éradiquer l'analphabétisme et vaincre l'ignorance, deux facteurs qui handicapent sérieusement les efforts de développement de notre pays. Ce faisant, nous réussirons à créer un mouvement d'ensemble où le peuple de valeur pleinement renforcé libère tout son potentiel et provoque un effet d'entraînement dans tous les secteurs de l'économie et de la société burkinabè.

Pour atteindre de tels objectifs, il faudra nécessairement une refondation et une réorientation du système de formation, c'est-à-dire sa mise en cohérence avec les valeurs et les aspirations sociales, économiques, historiques et culturelles fortes de notre peuple. Cela sans exclure évidemment, ni minimiser, les contraintes externes relatives à notre monde actuel fait de mutations rapides et de remises en cause permanentes.

Je m'inscris de ce fait, dans la triple relation court, moyen et long termes, de la dynamique d'une refondation du système éducatif ;

Dans le long terme, je proposerai :

- le développement d'un curriculum qui mettrait l'acquisition de connaissances en harmonie avec nos valeurs sociétales de citoyenneté responsable, l'acquisition de compétences de vie (l'esprit d'entrepreneuriat, l'éducation financiarisée dès le jeune âge, par exemple) ;
- le développement de la pensée critique et dont les formations répondent aux besoins de notre économie en même temps qu'elles intègrent une maîtrise des nouvelles technologies de l'information comme compétence technique permettant à nos étudiants de s'insérer harmonieusement et efficacement dans ce monde de globalisation.

A moyen terme, l'accent sera mis sur l'amélioration et l'accès à une éducation de qualité par une promotion d'écoles à gestion communautaire subventionnées par l'Etat et par la formation massive d'enseignants dont la majorité sera mise à la disposition des écoles communautaires. Des communautés d'apprentissages des maîtres seront initiées pour assurer une formation continue des enseignants en service en plus de la formation initiale dont ils auront bénéficiée. Des options de formations qualifiantes seront offertes aux élèves à la fin de chaque cycle scolaire dans des écoles de formations qui seront créées à cet effet.

Dans le court terme, une convocation des états généraux de l'éducation permettra à tous les acteurs du système éducatif de faire un diagnostic complet de la fonctionnalité du système éducatif actuel, de la performance du système et des innovations en cours, afin de dégager un plan d'action triennal déclinant les rôles et responsabilités de chaque acteur avec un engagement patriotique ferme de sa mise en œuvre dans les délais définis de manière consensuelle.

L'implication effective dans la gestion de l'école et l'appropriation de l'école par la communauté des parents des élèves et des enseignants sont la condition sine qua non de l'assurance de la performance de notre système éducatif.

La revalorisation de la fonction enseignante est une priorité parmi les priorités car les enseignants sont ceux qui forment les citoyens de demain. Ils méritent de ce fait le plus grand respect, considération et reconnaissance de la nation entière.

La création d'une chaîne de Radio et de Télévision exclusivement consacrée à l'éducation. Des infrastructures modernes de qualité, pour promouvoir et assurer la formation professionnelle, scolaire et universitaire, seront réalisées en nombre.

2 - De l'accès aux soins de santé de qualité

Je propose de revoir pour le long terme l'approche de la santé des populations en définissant une véritable politique en la matière, basée et axée sur l'option d'une médecine préventive plutôt que curative. La question de la santé des populations sera pensée sous l'angle de sa transversalité, à travers une articulation cohérente entre santé, alimentation, éducation, sport, hygiène et conditions de vie.

Il faudra s'attaquer vigoureusement aux maladies endémiques, dont le coût social et économique est élevé à la longue. L'accent sera alors mis sur la santé maternelle, infantile et de la reproduction, avec à la clé un système d'assurance maladie généralisée et accessible à tous. Des dispositions seront prises pour une prise en charge gratuite des cas d'urgence médicale.

Des mécanismes appropriés de protection sociale à travers les corporations ou secteurs professionnels en général seront pensés et mis en œuvre en vue de renforcer les capacités extraordinaires de résilience des Burkinabè.

Pour assurer un accès équitable à des soins de santé primaire de qualité, j'entends promouvoir des centres de santé et des pharmacies communautaires dans tous les villages du Burkina. Des agents de santé communautaires seront formés pour animer les centres de santé en mettant surtout l'accent sur la prévention particulièrement en ce qui concerne le paludisme et la santé de la mère et de l'enfant et le VIH/SIDA. Des approches innovantes seront encouragées dans ce sens et des campagnes de sensibilisation sur les bonnes pratiques et les gestes qui sauvent seront menées périodiquement au niveau national et relayées par les structures décentralisées.

Il sera également entrepris une réorganisation du secteur de la santé et des corps de métier y relatifs pour promouvoir l'éthique et le professionnalisme. L'accent sera mis sur la promotion d'infrastructures sanitaires modernes permettant un accès social et spatial équitable à la santé.

3 - De l'accès à l'eau potable et à un environnement assaini

L'eau potable en quantité suffisante et accessible à tous, accompagnée d'une hygiène adéquate ont des implications positives dans l'éradication de la pauvreté et de la faim, dans la réduction de la mortalité infantile, dans l'amélioration de la santé maternelle, dans la lutte contre les maladies infectieuses et contribuent à assurer un environnement durable.

Les efforts déjà faits par le Burkina en matière d'accès à l'eau potable seront poursuivis et approfondis de manière à assurer une couverture nationale décente à travers des forages et des installations d'infrastructures de production et de distribution d'eau courante à énergie éolienne et/ou solaire. Les populations seront sensibilisées sur la nécessité de promouvoir un cadre de vie sain et de veiller à la préservation de la nature.

4 - De la réalisation de l'autosuffisance alimentaire

Pour moi, l'autosuffisance alimentaire est capitale pour assurer à notre peuple sa santé, son indépendance et sa dignité. Elle est la mesure première du bien-être des populations. Il faut donc offrir à notre peuple une alimentation saine et suffisante.

De nouvelles stratégies fondées sur des options macroéconomiques et macro-financières qui vont s'appuyer sur des réformes agraires pertinentes devant faire du secteur agricole la base du développement seront développées. La prise en compte de la nécessité d'assurer une formation professionnelle et technique de qualité à tous les acteurs de la filière agricole sera promue.

De nouvelles orientations dans les politiques industrielles, commerciales et fiscales, favorisant la transformation et l'accroissement des offres de service tout en amplifiant les incitations à l'investissement productif, seront définies. Nous pourrions créer une banque de l'agriculture pour accompagner ce processus. Il s'agira d'enclencher une véritable révolution verte avec des semences sélectionnées à haut rendement, l'utilisation optimale de l'irrigation et l'emploi intense des facteurs modernes de production devant permettre un haut niveau de production et une croissance de la production alimentaire plus rapide que celle de la population.

Pour cela il faudrait développer les secteurs d'enseignement scientifique, technique et d'innovation à travers la création à terme d'une université dédiée spécialement au secteur de l'agriculture. Il n'y a qu'ainsi que l'on peut faire disparaître de façon irréversible, les pénuries alimentaires jusque-là vécues comme une fatalité.

5 - De l'accès au logement et à l'énergie

Il est impérieux d'offrir au peuple un accès à des logements décentes et à l'énergie. Des programmes de logements sociaux seront initiés avec une approche innovante basée sur la combinaison de stratégies diverses et efficaces. Ils seront conçus pour couvrir, les milieux rural et urbain, à la fois.

L'énergie, au même titre que l'eau, l'éducation et la santé, est devenue un besoin de base pour l'individu et la communauté. Elle est la base du développement d'activités génératrices de revenus aux plans individuel, local, et national. La nécessité va du simple usage de l'ordinateur à l'usine en passant par le moulin à moudre. Le mot d'ordre sera « **De l'énergie propre et renouvelable accessible à tous et à coût réduit** ». Une approche stratégique devra tout réorienter vers une offre de services qui mette en valeur la transversalité.

6 - De l'importance de la culture

La vitalité de la culture au Burkina Faso est à mettre d'abord à l'actif des artistes, musiciens, acteurs de théâtre, cinéastes, peintres, hommes de lettres, et surtout à l'actif des communautés villageoises des provinces qui ont su préserver des valeurs où la création contemporaine sait aller puiser pour s'élaborer. Nous pouvons et devons faire davantage en offrant aux artistes, toutes tendances confondues, plusieurs plateformes où ils puissent « libérer leur génie ».

Mon avis est que nous ne pouvons pas parler de renaissance africaine sans déclencher une explosion de la création artistique, littéraire, cinématographique, théâtrale, musicale, vestimentaire; de la création des événements majeurs, festivals et salons, des musées continentaux, bref de tout ce qui peut embrasser toute la quadrature du cercle : création, formation, production, diffusion, conservation.

Il nous faudra valoriser davantage cet aspect de la manifestation plurielle du génie de l'homme, des rêves de l'homme, de manière à ce que l'artiste entrevoie ces rêves, lesquels puissent servir aussi de piste d'action et de réflexion pour ceux qui ne pratiquent pas l'art et qui peuvent s'en inspirer pour créer, innover dans d'autres domaines, de la science, de l'architecture, de diverses technologies. A notre patrimoine culturel il faudrait intégrer l'art culinaire pour assurer le développement et la promotion d'une gastronomie nationale.

7 - De la question des jeunes et de leur emploi

J'entends créer de l'espace pour une jeunesse responsable qui sera le levier du développement. La finalité du développement étant le bien-être des populations dans leur intégralité, certains problèmes

sociaux ne peuvent plus demeurer sans réponse appropriée. C'est pourquoi, si nous voulons inscrire notre action dans une dynamique de long terme et donc de développement durable, l'une de nos priorités sera de nous attaquer aux problèmes de la jeunesse.

En effet, tous les pays qui ont réalisé des progrès remarquables, en matière de développement, se sont appuyés sur un levier fort : leur jeunesse. Et, en ce qui concerne le Burkina, c'est même un impératif dicté par les réalités démographiques du pays : une population à dominante jeune - l'âge médian des burkinabè est de 15 ans. Autrement dit, les 15 ans divisent notre population en deux parties égales. L'âge moyen est estimé à 22 ans. Si la priorité n'est pas portée sur la recherche de solutions aux enjeux et défis de la jeunesse notamment pour profiter du dividende démographique, le risque d'implosion sociale se produira.

Mais, pour que cela soit possible, l'on a besoin d'une jeunesse mobilisée et consciente de ses responsabilités ; une jeunesse bien éduquée et formée, économiquement productive et civiquement engagée. Il faudra mettre en mouvement une vaste campagne de sensibilisation et d'éducation des jeunes à la citoyenneté et à l'amour de la patrie ; promouvoir et renforcer les cadres organisés à l'image de « grin », ces sortes d'arbres à palabres modernes, qui permettent la fluidité d'une information sans conteste et des conditions optimales de débats, et encouragent la participation aux grandes décisions et aux grands chantiers.

Il faudra aussi faciliter la participation de la jeunesse à la pratique du sport et de la culture... L'émancipation de la jeunesse (filles comme garçons) est intimement liée aux problématiques de l'éducation et de l'emploi. Il faudra sans doute assurer une éducation et une formation professionnelle et technique adéquates aux jeunes pour garantir leur pleine participation à différents niveaux de la vie économique et sociale. Sera nécessaire la réforme fondamentale de l'éducation annoncée dans la rubrique accès à l'éducation avec pour objectifs, entre autres, une réorientation structurelle et essentielle soutenue par un *modus operandi* tendu vers l'amélioration de l'employabilité des jeunes, la réduction du sous-emploi rural, l'offre d'une gamme plus étendue de métiers et d'emplois professionnels, la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes dans les secteurs porteurs (agriculture, élevage, industries culturelle et touristique, artisanat, etc.). Sur la thématique travail et emploi, il y aura des mesures d'incitation pour le secteur privé avec des contrats publics/privés basés sur des abattements fiscaux pour les entreprises qui créent des emplois.

A cet égard, seront créés, des centres de métiers et d'affaires dédiés aux jeunes. Mais il faudra assurer aussi, pour ceux qui en ont la capacité, l'accès aux études scientifiques et technologiques, en vue de soutenir la recherche et l'innovation.

8 - De la question des femmes et de leur autonomisation

Pour ce qui concerne les femmes, le défi majeur consistera à créer les conditions nécessaires de leur prise de parole active pour qu'elles se libèrent elles-mêmes de ces pesanteurs, qu'elles puissent entrevoir et mettre en branle elles-mêmes les mécanismes d'auto-affirmation et d'autonomisation qui leur permettront de vivre pleinement et dignement. Il s'agira de renforcer les capacités d'action dans le cadre d'initiatives féminines logées dans un vaste programme multisectoriel dont l'éducation et l'alphabétisation constituent les points de départ, et l'accès à la terre, aux microcrédits et à la prise de décision, l'aboutissement. Il s'agira également de lutter contre les stéréotypes qui les enferment dans des prisons de violences inouïes, de veiller à leur pleine participation à la vie politique, de veiller à l'égalité des droits entre les femmes et les hommes, en matière d'accès et de contrôle des ressources et de partage équitable des revenus. Le principe de la parité dans les instances de représentation, d'administration et de gestion publique sera de mise.

9 - De la condition des personnes vulnérables

Au nom des valeurs de solidarité et du respect de la dignité de la personne humaine j'accorderai une attention particulière aux personnes vulnérables (personnes âgées, handicapés, veuves et orphelins démunis, etc.) afin d'assurer leur épanouissement et participation à la vie de la nation.

La qualité du développement d'un pays se mesure par la qualité de la prise en charge de ses personnes vulnérables

III-2- Au plan politique

Mes réformes et orientations stratégiques, au plan politique, embrasseront sans exhaustivité, le rôle et la place de l'Etat, le service public général, le service public de la justice, la sécurité interne et externe, l'intégration et l'unité africaine ainsi que la coopération internationale.

1 - Du rôle et de la place de l'Etat

Il s'agit pour moi de bâtir un Etat moderne fondé sur le principe de la souveraineté générale et la promotion/consolidation de la cohésion sociale. Un Etat de droit où la justice est la même pour tous et qui garantit à ses citoyens et à tous ses habitants leurs droits fondamentaux ; un Etat qui protège ses citoyens et la famille comme cellule de base de la société et qui est fortement enraciné dans ses valeurs culturelles identitaires ; un Etat qui pratique une gouvernance vertueuse au triple plans politique, économique et social et qui facilite le dialogue social, la participation et l'inclusion citoyennes ; un Etat qui bannit les inégalités sous toutes leurs formes ; un Etat qui organise, entre ses citoyens, la solidarité ; un Etat stratège qui oriente la vie de la nation.

2 - Du service public général

J'entends redonner à la politique sa raison d'être et ses lettres de noblesse. Cela passe par la moralisation de la vie politique afin de créer une confiance entre le peuple et ses serviteurs ; l'amélioration du service public afin d'éliminer toute forme de lourdeur administrative et promouvoir l'efficacité et l'efficacé du service public ; la réduction des disparités de traitement entre agents publics sur la base des valeurs et principes de justice et d'équité ; la réduction du train de vie de l'Etat à tous les niveaux de l'administration publique et des institutions étatiques ainsi que paraétatiques ; la transparence dans la gestion de la chose publique par la mise en place ou la dynamisation de mécanismes de contrôle ; l'exigence du devoir de reddition des comptes à tous les échelons du pouvoir politique ; la lutte contre la corruption, les détournements de biens publics et l'enrichissement illicite.

L'effet combiné de toutes ces actions permettra de lutter efficacement contre la corruption sous toutes ses formes et de promouvoir l'excellence et le mérite tout en faisant du service dans l'administration publique un véritable sacerdoce qui se nourrit de patriotisme, de don de soi et d'abnégation.

3 - Du service public de la justice

Pour ce qui concerne la justice, j'entends effectivement veiller au rapprochement de la justice du justiciable, à l'amélioration de la productivité et au renforcement des capacités opérationnelles de la justice. Dans notre pays, l'institution judiciaire, hélas, faut-il le reconnaître, s'est décrédibilisée dans de nombreuses affaires et a laissé le sentiment d'une justice sous la botte d'autres types de pouvoir.

Il faudra des actions de réforme profonde et d'orientation pour qu'elle soit une justice au service de tous et non une justice subordonnée à une classe, à un clan au pouvoir ou au pouvoir de l'argent, une justice véritablement rendue au nom du peuple et pour le peuple.

4 - De la défense et de la sécurité

Au-delà des incitations liées notamment à l'amélioration du climat des affaires, le Burkina Faso ne pourra mener à bien ses réformes économiques et sociales, attirer les investissements directs étrangers dans un environnement intérieur et extérieur où la stabilité, la paix et la sécurité sont menacées.

Pour renforcer la sécurité dans notre pays, les actions suivantes seront menées : promouvoir le développement de la police de proximité avec l'installation de brigades de gendarmerie ou de commissariats de police dans toutes les communes ; assurer le développement du professionnalisme au sein des forces de défense et de sécurité ; intensifier la lutte contre toutes les formes de banditisme et les trafics divers ; assurer l'équipement des forces de défense et de sécurité en matériels modernes et performants ; intensifier la coopération régionale et internationale en matière de lutte contre la criminalité transnationale.

5 - De la coopération internationale, de l'intégration et de l'Unité Africaine

Je suis un panafricaniste qui estime que pour un développement viable du Burkina il faudra s'appuyer sur les espaces géographiques immédiats que constituent l'Afrique et sa sous-région de l'Ouest. C'est pourquoi je ne ménagerai aucun effort pour contribuer à l'intégration régionale et continentale. Tout cela ne pourra fonctionner que si une véritable diplomatie active et de présence est menée.

III-3- Au plan économique

Je suis un panafricaniste qui estime que pour un développement viable du Burkina il faudra s'appuyer sur les espaces géographiques immédiats que constituent l'Afrique et sa sous-région de l'Ouest. C'est pourquoi je ne ménagerai aucun effort pour contribuer à l'intégration régionale et continentale. Tout cela ne pourra fonctionner que si une véritable diplomatie active et de présence est menée.

Les grands axes des réformes et actions, en matière économique, couvriront, entre autres, les pôles de croissance économique, l'importance du secteur informel, la promotion de l'industrie de la culture et du tourisme, la réorganisation des secteurs cotonnier et miniers, la mobilisation des ressources financières pour le financement du développement et la gestion des questions environnementales.

1- Des pôles de croissance économique

J'entends réaliser une croissance économique générée à partir de pôles économiques dynamiques et bien ciblés sur nos avantages comparatifs révélés, à savoir la fourniture de services économiques et culturels, l'élevage, l'agriculture, le secteur cotonnier qui servira de base pour le développement d'une industrie textile nationale, le secteur minier et le secteur touristique.

Cette stratégie de croissance prendra sa source en la foi inébranlable que nous avons en nos capacités, notamment notre capacité de travail pour transformer nos ressources et partant notre environnement social. Puisqu'il faudra créer des emplois pour une jeunesse formée, capable, spécialisée qui, hélas, ne trouve pas de cadre adéquat à la réalisation de son potentiel.

L'installation, la fixation et la formation des adultes ainsi que des jeunes scolarisés ou non en milieu rural comme en milieu urbain, méritent toute notre attention. Le mot-clef restera la modernisation et la spécialisation ou sous-spécialisation dans les secteurs de l'agriculture et de l'élevage, de l'artisanat, des secteurs du bâtiment, des secteurs de l'hydraulique et de l'aménagement du territoire, des secteurs liés aux constructions des voies de transport, de l'industrie de la culture et du tourisme, des services, etc.

La mise en valeur des ressources locales, la production de biens et services à coûts réduits devront permettre d'atteindre une certaine standardisation du niveau de vie, c'est-à-dire faire en sorte que chaque Burkinabè puisse avoir accès de façon réelle au minimum qui permet le « bien-vivre ».

Nous travaillerons à diversifier les secteurs de notre économie, en ayant davantage la maîtrise de l'exploitation de nos ressources minières, la maîtrise des nouvelles technologies, en créant des infrastructures qui nous permettent de nous décrocher et qui fluidifient les échanges, en accélérant et fortifiant les politiques d'intégration sous régionales et régionales de nos économies.

2 - De l'industrialisation et de l'innovation

Je pense que nous devons amorcer, dans notre quête de transformation économique, une véritable industrialisation qui nous permettra de créer de la valeur ajoutée à partir de nos matières premières. Elle s'appuiera sur les filières agro-pastorales pour ensuite s'étendre aux autres secteurs de notre économie y compris celui des mines. C'est de cette manière que nous donnerons un vrai sens à la notion de produire et consommer burkinabè qui consistera à promouvoir des produits manufacturés au Faso.

L'industrialisation et tous les autres secteurs économiques de notre pays iront de pair avec une innovation constante qui nous permettra d'aller vite et mieux dans la réalisation de nos objectifs de développement.

Il s'agira de favoriser l'éclosion de l'ingéniosité et des talents des burkinabè à innover pour s'adapter aux exigences d'une économie en proie à de constantes mutations.

3 - De l'importance du secteur informel

Le secteur informel apporte une dynamique insoupçonnée à notre économie. En effet, il approvisionne les ménages à faible revenu en biens et services, crée le tiers de la richesse nationale dans le cas du Burkina Faso. C'est donc un secteur essentiel qu'il conviendra de soutenir par des incitations adaptées afin qu'il soit un partenaire privilégié dans la construction d'une politique économique ayant le souci de la création d'emplois. D'où la nécessité de veiller à ce que des mesures soient prises pour l'encadrer et le transformer en pépinière des Petites et Moyennes Entreprises indispensables à l'économie locale. En outre, nous travaillerons à l'émergence d'une classe moyenne créatrice de richesses et d'emplois pour la jeunesse en particulier.

4 - De la promotion de l'industrie de la culture et du tourisme

Nous devons construire une société intégratrice des diversités culturelles, participant à la culture nationale, mondiale et universelle. La valorisation de la diversité culturelle participe à la cohésion sociale, ferment de la paix. Il s'agira de reconnaître et de permettre aux Burkinabè une plus grande liberté d'expression culturelle pleine et entière. Cela se matérialisera dans notre vision par la mise au point et la promotion d'une véritable industrie de la culture et du tourisme, en tant que pôle industriel plein et entier, créateur d'emplois et de richesse.

5 - De la mobilisation des ressources financières pour le financement du développement

Une stratégie pour le développement, a besoin, pour prendre corps et croître, d'une disponibilité de ressources conséquentes. La finance est le carburant du moteur qu'est l'économie. Elle est indispensable à la croissance, en ce qu'elle permet de répondre aux besoins des agents économiques, entreprises et ménages, et de bien mener leurs projets d'investissement. La recherche de l'efficacité et de l'efficience dans l'utilisation des ressources est le premier axe stratégique de mobilisation des ressources.

Il s'agit concrètement d'obtenir plus de résultats avec les ressources disponibles ou en d'autres termes de maximiser les résultats tout en minimisant les coûts. Nous sommes capables de mieux utiliser nos ressources en éliminant les gaspillages, notamment en réduisant le train de vie de l'Etat qui parfois se vautre dans des dépenses de prestige inutiles.

Avec une bonne et suffisante dose d'imagination et d'inventivité et en faisant preuve de bon sens, de sobriété et de modération, nous pourrons dégager des ressources pour booster l'économie et nous situer sur notre optimum de production.

Des investissements massifs dans des secteurs bien déterminés feront reculer les frontières d'une production actuellement coincée. Il faudra alors mettre en place et peaufiner le modus operandi. De nouveaux canaux seront recherchés en établissant des partenariats stratégiques entre les secteurs publics nationaux et privés nationaux et étrangers, pour l'accélération de la fourniture de biens et services publics nécessaires à l'amélioration du bien-être de nos populations. Il y a aussi des mesures comme la réduction des coûts de transaction ainsi que la célérité dans la mise en œuvre des programmes en encourageant la performance et l'obligation de rendre compte qui seront prises.

L'épargne nationale sera incitée par des politiques publiques qui la mobilisent et la canalisent vers des fins productives. Ces politiques publiques consisteront à imaginer de nouvelles stratégies pour accroître les recettes de l'Etat, à réformer le système bancaire, en l'étendant et en incitant les grandes banques à ouvrir des services de microcrédit et en favorisant l'accès. De même, des initiatives seront prises en vue de la création d'institutions financières innovantes en soutien aux activités du secteur privé.

Dans le même élan, il s'agira de mobiliser les transferts de fonds des Burkinabè de la diaspora, qui sont nombreux, attendant juste que soient facilitées les conditions d'investissement dans leur pays d'origine. Pour cela, il faudra encourager les envois de fonds par voie formelle en réduisant considérablement les coûts des transferts et en les sécurisant, mais aussi en mobilisant davantage ces ressources en leur proposant des produits financiers adaptés à leurs attentes, en sécurisant leurs investissements, en créant un fonds d'épargne pour les migrants et, même à l'avenir, un fonds d'épargne pour le développement.

6 - De la gestion environnementale et de la question des changements climatiques

La prise en compte de la dimension environnementale du développement implique et exige **une gestion concertée des ressources naturelles et de l'écosystème**. Pays sahélien enclavé, le Burkina Faso (qui n'est pas un eldorado pétrolier) fonde essentiellement son développement sur les ressources naturelles (terres, ressources en eau, ressources pastorales, forestières, fauniques et halieutiques) qui constituent les principales richesses et aussi le facteur de production des populations, notamment rurales. Dès lors, la dégradation continue de l'environnement constitue une catastrophe, un fléau, une calamité permanente.

Je prendrai des mesures hardies pour restaurer, protéger et conserver la nature (faune et flore, etc.). Ainsi la nature et l'environnement nous offriront des opportunités pour le développement d'une économie verte. Des initiatives fortes et volontaristes, pour limiter la pollution domestique et industrielle sur toute l'étendue du territoire national, seront entreprises.

7 - De l'urbanisation, du développement des infrastructures et des transports

Je compte proposer une réorganisation de nos villes pour prendre en considération l'impérieuse nécessité d'offrir à leurs habitants des conditions décentes de vie alliant à la fois infrastructures modernes, sécurité, propreté et environnement sain, etc. Le schéma directeur de développement des villes intègrera le concept de villes vertes qui s'imposera à toutes nos cités.

Un vaste programme de développement des infrastructures urbaines et interurbaines sera entrepris pour offrir à nos populations le confort indispensable à leur bien-être d'une part et soutenir l'économie qui ne peut être performante sans le développement de ses secteurs structurants d'autre part.

Il faudra développer des infrastructures modernes adaptées au présent et au futur (routes, chemins de fer, aéroports, etc.) pour soutenir le développement des activités économiques.

Le secteur des transports retiendra notre attention dans toutes ses dimensions. Les stratégies de développement y relatives devront allier, à la fois, viabilité, confort, sûreté et sécurité.

8 - De la question des diasporas burkinabè

Nos compatriotes des différentes diasporas seront associés à toutes nos initiatives pour renforcer leur attachement à la patrie mère. Comme déjà annoncé plus haut, des mécanismes seront conçus pour permettre leur participation au développement de notre pays par le financement et leur expertise. Je prendrai des mesures pour assurer leur protection dans leurs pays d'accueil d'une part ainsi que celles de leurs biens et investissements au Burkina d'autre part

CONCLUSION

Après des siècles de résistance et d'adaptation suite aux différents soubresauts que l'Afrique a connus, sa renaissance se veut le nouveau credo pour l'équilibre dans les relations internationales. Mieux, le concept de Renaissance dans les pays africains renvoie à un profond besoin d'appropriation de la destinée des communautés par elles-mêmes par l'entremise d'une lecture lucide de leurs trajectoires, mais aussi d'un regard porté vers des horizons d'affirmation de « l'Homme africain ».

Faisant échec à l'afro-pessimisme ambiant, cette ambition se veut réaliste, déterminée et combative pour l'épanouissement des citoyens et un partenariat respectueux dans le concert des Nations. Plus de cinquante ans après les indépendances, de nouvelles vocations pour l'Afrique se font jour et les nouvelles générations avec une vision décomplexée et synergique ambitionnent de porter haut le flambeau de ce continent qui a son mot à dire dans la conduite des affaires du monde. Les communautés africaines se veulent parties prenantes au progrès de l'humanité, porteuses de paradigmes modernes, humanistes et novateurs, riches de leurs spécificités et de leur histoire.

C'est dans cette approche responsable et partenariale que le Burkina s'inscrirait avec moi. Elle renverrait à l'option d'un Burkina porté par le progrès, la revalorisation du travail, les acquis sociopolitiques, et résolument tourné vers la modernité - dans son acception la plus noble - afin de faire de chaque citoyen un acteur réel et plein des transformations socio-économiques nécessaires à l'épanouissement personnel individuel et collectif.

Il s'agira également d'une société confiante et déterminée portée par ses énergies endogènes ainsi que ses valeurs morales et culturelles, fortifiée par les opportunités de l'ouverture. Elle porterait sur une élévation tous azimuts de toutes les composantes de la société burkinabè dans un élan de solidarité conquérante. L'intégrité, la justice, la liberté, l'amour de la patrie, le dynamisme, la rigueur, la quête permanente du meilleur, le partage, la solidarité et le consensus en sont des éléments clés pour converger vers cette vision.

Sur la base de cette offre politique, je vais développer un programme de développement holistique intégré assorti de plans d'actions sectorielles qui devra jeter les bases d'une renaissance véritable de notre pays. Un tel programme politique de par son approche et caractère holistiques exige une refondation de la société Burkinabè.

Pour ce faire un nouveau contrat social sera proposé au peuple Burkinabè afin d'œuvrer à l'avènement de la nouvelle société Burkinabè débarrassée des tares sociétales qui freinent l'essor social, économique et politique de notre pays.

Tel est le contrat social que je propose au vaillant peuple burkinabè.

Que Dieu et nos ancêtres bénissent le Burkina Faso !

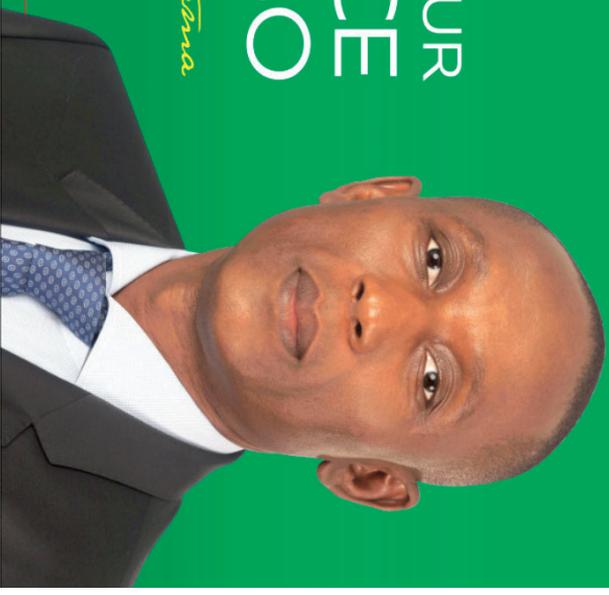


UNE VISION, UN PROJET ET UN PROGRAMME
POUR LA RENNAISSANCE DU BURKINA FASO

JEAN-BAPTISTE NATAMA
CANDIDAT A L'ELECTION PRESIDENTIELLE

ENSEMBLE POUR
LA RENAISSANCE
DU FASSO

Jean-Baptiste Natana



www.natana2015.com

#JBNTS

#BURKINA